

Drôle d'année pour un anniversaire. Alors que sévit une polémique autour de la notion de genre – accusée d'être une théorie «dénaturant» l'identité des enfants – le Centre d'études féminines et d'études de genre de l'université Paris-8 fête ses 40 ans. Créé en 1974 par Hélène Cixous, dans le cadre de l'université de Vincennes et avec le soutien de Jacques Derrida, ce centre est un symbole en lui-même. Contemporain des études sur les femmes (*women's studies*) qui voient le jour aux Etats-Unis au début des années 70, il est le premier lieu en France à se consacrer à ce type de recherches. Aujourd'hui encore, il est pionnier dans son domaine, défendant l'acquis inestimable d'une lecture genrée de la société pour mieux comprendre le caractère social des inégalités et des stéréotypes liés aux deux sexes – car le genre n'est pas qu'une question de femmes! Comme le rappelait récemment la directrice adjointe scientifique de l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS, Sandra Laugier, «le genre, c'est de la science», c'est-à-dire non des élucubrations idéologiques mais bien «la mise en évidence de la prédominance du point de vue masculin qui, généralise à partir de son cas particulier». En économie, sont ainsi mises en lumière les inégalités salariales; dans la santé, la sous-évaluation des maladies cardiaques chez les femmes ou, à l'inverse, de l'ostéoporose chez les hommes. A l'occasion de ce 40<sup>e</sup> anniversaire, un colloque est organisé, aujourd'hui et demain, à l'université Paris-8. Souvent présenté comme une importation des Etats-Unis, le genre est en fait un concept utilisé dans les universités du monde entier, permettant d'aborder selon chaque pays, les questions de sexualité et d'identité mais aussi les problématiques raciales. Aujourd'hui, nous publions deux textes sur le Brésil et la Colombie. Demain, sur le Sénégal et l'Espagne.

CÉCILE DAUMAS

## Les évangéliques brésiliens à l'assaut de la sexualité

Par **MIRIAM PILLAR GROSSI** Professeure au département d'anthropologie et directrice de l'Institut d'études de genre (IEG), université fédérale de Santa-Catarina, Florianópolis, Brésil

l'université Paris-8 commémore les 40 ans du Centre d'études féminines, qui, en 1974, ne s'appelaient pas encore «études de genre»: le concept n'était alors en usage ni dans la recherche universitaire ni dans les luttes féministes. Quatre décennies plus tard, alors que les acquis du féminisme de la deuxième vague se sont largement répandus, transformant les sociétés dans le monde entier, on peut voir combien les idées féministes sont toujours contestataires et dérangeantes. En France, début 2014, a éclaté une polémique visant les dangers supposés de «la théorie du genre», en particulier à l'école. Vu de l'étranger, cette controverse a surpris: elle transformait un concept théorique, qui montre l'historicité et

le caractère culturel des inégalités sociales entre femmes et hommes, en une «théorie» redoutable qui pourrait inverser dangereusement l'identité sexuelle des enfants. L'étonnement redouble au Brésil, où règne une grande admiration intellectuelle pour des auteurs comme Simone de Beauvoir et Michel Foucault. Si ce débat sur le «gender» à l'américaine semblait incongru, c'est qu'il se déroulait dans le pays qui est le berceau de théories féministes contemporaines. Il l'était d'autant plus qu'il se déroulait au sein de deux institutions laïques – l'école publique et l'Assemblée nationale – qui servent d'exemples pour les forces progressistes brésiliennes qui luttent pour la laïcisation des espaces publics. Car au Brésil, les attaques contre les droits des femmes et des groupes LGBT ne sont pas étrangères à la scène publique; elles sont marquées par une forte empreinte religieuse. L'impact religieux sur l'agenda féministe était déjà présent pendant les années 70, quand le mouvement des femmes

luttait contre la dictature militaire aux côtés des forces progressistes de l'Eglise catholique en abdiquant momentanément son combat pour le droit à l'avortement.

Ce sujet est toujours tabou: le gouvernement de la présidente Dilma Rousseff délaisse la dépénali-

**Ces groupements religieux font de l'avortement et du mariage entre personnes de même sexe leur principal champ de bataille politique.**

sation de l'avortement sous la pression de nouvelles forces politiques fondamentalistes: les églises néopentecôtistes. C'est pendant la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle qu'elles s'y sont consacrées comme une importante force économique et politique. Au Brésil, personne ne s'étonne que des pasteurs néopentecôtistes soient élus députés et qu'on ait un sous-groupe parlementaire qui se nomme lui-même «évangélique», avec un vrai pouvoir politique, en particulier sur les ●●●

## En Colombie, le genre et la race

Par **MARA VIVEROS VIGOYA** Professeure d'anthropologie et d'études de genre, Université nationale de Colombie à Bogotá

Quand on parle des études de genre, on continue à les penser comme des études sur les femmes. Or, la masculinité n'est pas moins que la féminité une affaire de genre. Dès les années 90, dans plusieurs pays d'Amérique latine (Chili, Pérou, Mexique, Brésil, Colombie, Nicaragua), des recherches se sont développées sur les hommes et les masculinités – au pluriel. En effet, il n'est pas question de les réduire à la seule figure du macho, comme si le machisme était propre à cette région du monde. Au contraire, c'est l'occasion de proposer la critique d'un tel culturalisme. Les questions posées portent en conséquence sur ces différences qui comptent dans la définition des masculinités: la classe, la race, l'ethnicité, l'âge... C'est dans cet esprit que j'ai engagé mes propres travaux de recherche en Colombie, dans des contextes sociaux divers. C'est que la réalité est hétérogène. Les catégories de masculinité et de féminité, mais aussi d'hétérosexualité ou d'homosexualité, ne sont pas plus naturelles ou présociales, et pas moins historiques, que les catégories de classes (moyennes ou populaires), ou encore de race (Blancs et Noirs);

elles ne renvoient pas non plus à des positions subjectives ni à des expériences sociales uniformes et monolithiques.

Les enquêtes montrent que les rapports de classe et de race servent à établir des hiérarchies entre hommes et entre masculinités en termes de comportement familial, parental et sexuel. A Quibdo, une ville où réside une population très majoritairement noire, dans une des régions les plus pauvres de

**Etre une femme ou un homme noir de classe moyenne à Bogotá, c'est habiter la féminité et la masculinité des classes moyennes blanches.**

la Colombie, les hommes sont décrits comme des pères absents, des pourvoyeurs irresponsables et des maris infidèles: ils incarnent une masculinité marginalisée. A l'opposé, les hommes d'Armenia, la capitale d'un des départements les plus riches de la zone caféière du pays, où vit une population blanche métisse, sont perçus comme des pourvoyeurs responsables, des pères présents, de bons maris qui font preuve de contrôle sexuel. C'est à l'aune de cette masculinité «normale», blanche, normative, qu'on mesure la masculinité des autres hommes colombiens, en leur enjoignant de s'y conformer. Un autre exemple montre combien la race contribue à définir le genre en ter-

mes de sexualité: il s'agit des relations sexuelles et affectives interraciales, qui affectent la valeur de l'acte conjugal. Le mariage est un symbole de statut social; mais, il n'a pas la même valeur entre deux conjoints blancs et riches ou dans un cadre interracial. Ainsi, dans un couple formé par un homme noir et une femme blanche, celle-ci voit baisser non seulement son statut social, mais aussi, son prestige féminin. Elle se trouve alors investie de connotations sexuelles indésirables pour une femme blanche: sa sexualité devient un objet de suspicion; dorénavant, elle est réputée sexuellement disponible. Le mariage, institution patriarcale qui, «normalement», doit protéger la femme blanche des accusations de promiscuité sexuelle, perd de son pouvoir dès lors que le conjoint est noir. Dans mes recherches récentes sur les trajectoires d'ascension sociale des femmes et des hommes noirs vivant à Bogotá, je montre à l'inverse combien le genre contribue à définir des identités de classe et de race: être une femme ou un homme noir de classe moyenne, c'est habiter la féminité et la masculinité d'une certaine manière – celle des classes moyennes blanches. Pour les femmes, cela implique d'être de bonnes mères et des épouses exemplaires, d'être sobres et discrètes

dans les gestes et comportements sociaux, et de s'adapter à l'image physique et morale de la féminité valorisée par les classes moyennes blanches: une femme mince, élégante, très féminine sans être trop sexualisée. Quant aux hommes, il leur faut montrer qu'ils sont de bons pourvoyeurs économiques, des pères responsables, des cadres dynamiques, modérés dans leurs comportements; ils se démarquent ainsi de l'image de vulgarité et de débauche qu'on attribue aux hommes noirs des classes populaires. Femmes et hommes doivent aussi adopter les normes sexuelles de l'hétérosexualité, et renoncer à tout comportement qui puisse remettre en question leur féminité et leur virilité. C'est le prix à payer pour pouvoir prétendre aux bénéfices de la respectabilité sociale. J'ai ainsi été amenée à réviser les conceptions canoniques sur la masculinité et la féminité dans une perspective intersectionnelle: l'imbrication des rapports de pouvoir façonne les identités de genre, mais aussi le marché matrimonial ou la mobilité sociale. Le pari de l'intersectionnalité, c'est de comprendre les relations sociales comme des constructions simultanées dans différents ordres, en particulier de classe, de genre et de race: les interactions entre ces catégories, selon les contextes historiques et sociaux, les mettent au jour et leur confèrent un sens.

Par **DANIEL SCHNEIDERMANN**

# Scandale du rail: le trop rigolo, ennemi du rigolo

... questions de société. Ce n'est pas un hasard si ces évangéliques ont obtenu la présidence de la commission parlementaire des droits de l'homme, la plus importante pour les revendications féministes et LGBT: le pasteur qui la préside a aussitôt engagé une politique contre les acquis de ces mouvements.

Pourquoi un pays de tradition catholique, comme le Brésil, devient-il de plus en plus néopentecôtiste? Selon les données de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE), les adeptes de ces religions ont augmenté de 61% entre 2000 et 2010; 42,5 millions de personnes, soit 22% de la population brésilienne, se disent évangéliques. Cette croissance que confirment les projections statistiques est corrélée à l'amélioration des conditions économiques; c'est que la plupart de ces dénominations religieuses prônent la «théologie de la prospérité»: plus on gagne, plus on donne à l'église, et plus on se rapproche ainsi de Dieu. Pendant le mandat du président Lula (2002-2010), le Brésil a traversé une période d'importants changements politiques, économiques et sociaux. Le choix de miser sur les politiques sociales, comme le programme Bolsa Família, revenu minimum en direction des femmes avec enfants, a permis à 52 millions de Brésiliens de sortir de l'extrême pauvreté. C'est donc à l'intérieur de cette nouvelle couche sociale, qui est entrée dans le marché de la consommation, que les églises néopentecôtistes se sont enracinées et diffusées. Au contraire de l'Eglise catholique, qui traditionnellement était plus discrète dans son opposition aux droits sexuels et reproductifs, ces nouveaux groupements religieux font de l'avortement, de la loi contre l'homophobie et du mariage entre personnes de même sexe, leur principal champ de bataille politique.

Le combat autour des politiques sexuelles fait rage. Pourtant, sous la présidence de Lula, le Brésil a adopté des lois, comme celle qui criminalise les violences envers les femmes (la loi Maria da Penha), et a implanté, dans les ministères des Droits des femmes et pour la Défense des droits humains, une grande politique publique envers la population gay, lesbienne et transsexuelle, le programme fédéral Brésil sans homophobie. Ces politiques d'égalité, en matière de genre et de sexualité, sont toujours à l'œuvre; mais on assiste, aujourd'hui, à un *backlash* («contrecoup»). Faut-il y voir l'effet pervers, complexe et ambigu, d'une présidence au féminin, avec Dilma Rousseff?

## PARTICIPEZ AU COLLOQUE «LE PRINTEMPS INTERNATIONAL DU GENRE»

Sous la responsabilité d'Anne-Emmanuelle Berger et Eric Fassin, ce colloque dresse la «géopolitique du genre» à travers la communication de nombreux chercheurs venus d'Europe, d'Amérique du Sud, d'Afrique ou des Etats-Unis. Il se tient, aujourd'hui et demain, à l'université Paris-8 (amphi X) et aux Archives nationales (Grand Auditorium) à Paris. Il est gratuit et ouvert au public.

Informations sur: <http://www.univ-paris8.fr/Colloque-international-Le>

Retrouvez «le Printemps international du genre» sur France Culture du lundi 26 au jeudi 29 mai dans l'émission Culturesmonde, de 11 heures à 11h50.

Dans le tout-venant des scandales, des révélations de gabegies, des raisons multiples de désespérer, on sent bien d'emblée que tranche l'affaire des trains trop larges pour les quais de gare. Un clignotant nous alerte, ce n'est pas un scandale comme un autre. Et la raison en apparaît immédiatement: le ridicule.

Le train était trop large pour le quai: même solennellement claironné dès le mardi soir par BFM, c'est-à-dire dans un environnement qui ne prête pas immédiatement à la folle hilarité, le scoop du *Canard* du lendemain convoque immédiatement le fantôme du sapeur Camember, ce héros de BD du dessinateur Christophe, au siècle dernier, qui creusait des trous pour y enfouir la terre du trou précédent. On est dans le loufoque, le bouffon, Charlot n'est pas loin, avec ses tartes à la crème et ses bouches d'égout, et les vidéos gags, et d'ailleurs, ça ne manque pas: immédiatement, sur Twitter, des rigolos postent des photos de voitures trop hautes pour les tunnels, ou trop larges pour les créneaux, avec cette légende «voiture construite par les ingénieurs de la SNCF».

Même le *Petit Journal* semble submergé. Ayant fait retentir le jingle de la SNCF, Yann Barthès, sans un mot de commentaire, éclate de rire à plusieurs reprises, comme si cette affaire livrée clés en main, bouffonnerie incluse, lui ôtait au sens propre les mots de la bouche. Insolente SNCF, qui casse le boulot des humoristes. Il se ratrape ensuite en jonglant avec les millions (combien va coûter le rabotage? 50? 80? 100? 300? qui dit mieux?) mais on sent bien que le trop rigolo est l'ennemi du rigolo. Et voici la SNCF projetée dans un environnement médiatique inconnu pour elle: le ridicule. La SNCF, on l'aime (bataille du rail, service public à la française), on la maudit (retards, grèves, privilèges des cheminots) ou on la somme de s'expliquer avec des sanglots dans la voix (déraillements dramatiques), mais il est rare qu'elle se prenne tout bonnement un râteau dans la figure. Dans les trainings vidéo qu'à certain-

nement suivis son PDG, Guillaume Pepy, il est peu probable que figure un module «comment mettre les rieurs de son côté». D'ailleurs, il se garde bien de se montrer, lui qui ne perd d'habitude pas une occasion d'apparaître sur les lieux des catastrophes, avec son gilet de cheminot si télégenique. A sa place, on a envoyé au front, pardon, au mea culpa, un porte-parole de la concurrente RFF (on es-

### MÉDIATIQUES

père vivement qu'il aura une prime).

Si l'affaire «fonctionne» immédiatement, c'est parce qu'elle nous fait rire. Et le rire nous désarme, nous rend immédiatement réceptifs à ce qui suit. Mediapart le sait bien, qui attaque son enquête sur le «conseiller fou» de Hollande, Aquilino Morelle, en le dépeignant en train de se faire cirer les chaussures sous les lambris de l'Elysée, plutôt que par le récit des conflits

d'intérêt, seul élément susceptible de le pousser effectivement à la démission. De l'affaire Takieddine, nous nous souvenons essentiellement de la photo de Copé patageant dans la piscine de l'intermédiaire, et à propos de l'affaire Bettencourt, ce sont d'abord les articulations cérémonieuses du «questionnaire de fortune» s'adressant à Mamie Zinzin qui nous frappent de sidération. Le rire est une

### A propos, est-ce vraiment un scandale d'adapter des vieux quais à de nouveaux trains plus larges (donc plus spacieux et plus confortables)?

confortable porte d'entrée dans la colère et dans l'indignation, en même temps qu'une arme mortelle contre les ridiculisés, comme on le savait à Versailles, et comme l'a bien mis en images le cinéaste Patrice Leconte. Les rires dissipés, le champ s'élargit, on dézoome lentement. Et surprise: l'affaire se

dégonfle. D'abord, en comparant les 50 millions de travaux aux quelque 4 milliards que coûte chaque année la rénovation des quais, le montant lui-même se réduit. Cher, donc, bien sûr, mais pas tant que ça. Et à propos, est-ce vraiment un scandale d'adapter des vieux quais à de nouveaux trains plus larges (donc plus spacieux et plus confortables)? Et si toute l'affaire, en fait, se réduisait au fait que le rabotage soit tardif, les deux sociétés ferroviaires ayant manifestement de la peine à communiquer l'une avec l'autre?

Et tiens, à propos, quel rôle jouent donc dans la comédie les représentants des élus des régions, initialement mis à contribution pour participer au ridicule rabotage, et qui clament bien fort devant les caméras qu'ils ne dépenseront pas un centime? Par hasard, ne seraient-ils pas à l'origine de cette fuite qui fragilise la SNCF et RFF? Tout ça pour ça? Sans doute, oui. Faute de mieux, l'affaire nous aura bien fait rire.

### L'ŒIL DE WILLEM

